La mort règne au Brésil

Par Guillermo Alvarado

Le mois de juin récemment terminé a été le quatrième le plus mortel pour cause de la pandémie de Covid-19 au Brésil, avec 55 mille 275 décès, ce qui fait une moyenne de 76,7 personnes qui ont perdu la vie chaque heure, un chiffre triste dû à la mauvaise gestion du gouvernement fédéral.

Le chiffre total de morts du Géant Sud-Américain depuis qu'on a rapporté le premier cas positif au début de 2020 est de presque 518 mille, dont plus de la moitié aurait pu sauver la vie si on avait pris des mesures sanitaires et sociales strictes depuis le début pour endiguer le virus.

Au lieu de cela, le président Jaïr Bolsonaro et ses collaborateurs non seulement ont entravé les initiatives de quelques gouverneurs de déclarer l'isolement, mais ils ont encouragé des conduites inappropriées telles que le refus de porter le masque et la pratique des réunions publiques sans respecter la distanciation sociale.

On n'a pas non plus tenu compte des avertissements des spécialistes, ce qui a provoqué des tragédies comme celle de Manaos où des milliers de malades sont morts par manque d'oxygène médical.

Le Brésil est devenu ainsi le deuxième pays au monde de par le nombre de décès et le troisième en nombre de cas et même si au cours des dernières semaines il y a eu une légère diminution des personnes infectées, la situation hospitalière est critique dans certains états.

Mais cela ne s'arrête pas là, parce que ce jeudi la juge du Tribunal Suprême, Rosa Weber a adressé une demande au bureau du Procureur pour qu'on mène une enquête sur Bolsonaro en raison d'un présumé délit de malversation lors de l'achat d'un lot de vaccins.

Selon les informations publiées dans ce pays, un caporal de l'Armée qui agit en tant que représentant d'une entreprise qui prétend travailler comme intermédiaire pour AstraZeneca, a déclaré devant le Senat qu'il a reçu une demande de pot-de-vin de la part d'un haut fonctionnaire du ministère de la Santé.

Concrètement, on lui aurait demandé un dollar pour chaque dose, en échange de signer un contrat pour acquérir 400 millions de vaccins de cette pharmaceutique.

Bolsonaro a été informé de cette irrégularité, mais il s'est abstenu de faire la dénonciation la police et lorsque le scandale a éclaté il a tout simplement annulé l'accord.

En outre la demande de la juge Weber plusieurs partis politiques, des organisations sociales et syndicales ont présenté une demande pour ouvrir un procès politique contre le président, auquel on attribue 23 crimes de responsabilité, dont la négligence dans la gestion de la crise sanitaire.

Cette demande a peu de possibilités de succès car le président de la Chambre des Députés, Arthur Lira est un allié et un défenseur inconditionnel de Bolsonaro.

Toutes les dix secondes près de 13 Brésiliens meurent de Covid-19, une raison suffisante pour que le gouvernement fédéral soit puni avec toute la force de la loi et de la morale.

Radio Habana Cuba